

Politique | La Région discute avec ses territoires



Quel modèle construire pour favoriser la transition dans les territoires ? C'était le thème, ce jeudi 24 septembre, d'une rencontre organisée entre la région Nouvelle-Aquitaine et les représentants des intercommunalités. Des échanges qui portaient autant sur la gestion de la crise sanitaire, économique et sociale que sur les "défis territoriaux" mais qui ont surtout été l'occasion pour le président de la Région Nouvelle-Aquitaine de remettre une grosse couche de peinture noire sur la politique nationale et la décentralisation, au moment où la Conférence nationale des territoires s'est vue repousser pour éviter un parasitage avec les élections sénatoriales du 27 septembre.

Cette conférence nationale devrait notamment avoir pour objet le volet territorial du plan de relance, la contractualisation (notamment les CPER, dont le volet transport fait déjà grincer des dents) ou encore la fameuse réforme 3D (décentralisation, déconcentration et différenciation) qui, avant même d'être complète, est déjà assez largement critiquée par le Président de la région Nouvelle-Aquitaine, Alain Rousset. Interrogé par les représentants des intercommunalités dans la salle, il affirme : "Je ne sais pas ce que c'est, cette loi. Ce que je sais, c'est qu'il va falloir trancher entre décentralisation et déconcentration. On ne pourra pas faire les deux. La déconcentration, c'est la déresponsabilisation de nos fonctions. Je n'ai pas besoin d'une Direccte pour construire ma politique industrielle ni des services de l'État pour savoir ce que je dois faire sur la réhabilitation des centres-bourgs. Le modèle de non-clarification des compétences est un retard à l'allumage d'opérations essentielles. Nos concitoyens y sont très sensibles", cite-t-il notamment, en pensant très fort à la vague jaune qui a agité l'année 2019.

Oubliés et soutenus

Francis Zaghet, président de la communauté des communes du Réolais, a de son côté mis les pieds dans le plat avec un sujet qui ne manquera pas d'agiter les rangs politiques dans les prochains mois : le RER métropolitain. "Nous avons mis en place une vice-présidence à la mobilité car nous avons un enjeu fort : la gare de La Réole. Lors du dernier [comité de lignes TER](#), il a été indiqué la création de 74 nouvelles lignes mais rien sur La Réole ni sur le Marmandais, deux territoires soumis à de forts mouvements pendulaires. Rien non plus pour le futur RER métropolitain qui va s'arrêter à Langon. Or, pour nous, la mobilité peut aider à la résolution de problèmes d'emplois, d'habitat, de loisirs. C'est décourageant pour nos élus qui travaillent beaucoup pour développer leur territoire". Pas question pour le chef de file de la majorité régionale de laisser l'élu jouer aux oubliés. "Le but du RER métropolitain, c'est avant tout que le terminus ne soit plus en gare de Bordeaux. C'est une expérimentation

que la région finance à 50%. Je préférerais que l'on remonte très loin mais je ne suis pas sûr que Bordeaux Métropole accepterait de financer. À La Réole, nous avons prévu de refaire la gare, c'est à l'étude. Nous avons aussi mis en place la démarche Optim'TER pour créer plus de services et faire rouler plus de trains. On n'oublie personne".

"Il faut se départir du syndrome de Stockholm que nous avons avec l'État. Nous devons nous prendre en main, la Région est là pour ça, singulièrement dans les secteurs les plus en difficulté", a continué l'élu. L'exemple cité, qui n'avait rien d'un hasard, c'est celui de la revitalisation du centre-bourg de Castillon-la-Bataille, vanté cet été par la collectivité régionale comme un "projet exemplaire" et soutenu par l'État dans le cadre de l'OPR (Opération de Revitalisation des Territoires). "Il a fallu trouver une vraie ingénierie dans notre commune de 3200 habitants. Le soutien de la communauté de communes a permis de finaliser ce programme d'opérations sur dix ans. Nous visions trois immeubles à acquérir, il en reste encore un à traiter. Ils sont en bord de départementale et très dégradés mais vont être transformés en îlots", a précisé le maire de la commune, Jacques Breillat. Le projet s'établit à 28 millions d'euros et se concentre, en plus de l'îlot du 8 mai 45, sur le quartier de la gare. L'établissement public foncier pourrait acheter cinq parcelles en tout pour éventuellement y construire une résidence hôtelière, même si tout n'est pas encore arrêté. La commune est l'une des plus pauvres du département de la Gironde : 25% des habitants touchent le RSA, 27% sont au chômage, 41% pour les moins de 25 ans et 20% des logements sont vacants. Elle est aussi la première du département à entrer dans le dispositif national d'aide, qui permet notamment une défiscalisation de la rénovation du bâti ancien.

Relance et rebond

Le dialogue, même si on a fait face à une assemblée relativement timide dans ses premiers échanges, n'est donc pas coupé entre la Région et les intercommunalités. Nul doute qu'elles regarderont de près comment elles peuvent s'insérer dans le prochain "chapitre". Baptisé "Nouvelle-Aquitaine Rebond", il se présente (pour l'instant de manière synthétique) comme un "plan de reconquête et de transitions" qui doit permettre de lutter contre la déprise économique régionale due aux effets de la crise sanitaire. D'un montant de 140 millions d'euros, il a été conçu avec l'ensemble des filières professionnelles et suit la logique du plan de relance nationale de 100 milliards d'euros ("qui ne passera que par des appels à projets du ministère de l'Économie comme ça il sera à la fois acteur des actions et régulateur de leur financement..." tranche Alain Rousset).

Il se matérialisera par un soutien fort à l'innovation et va se décliner en projets concrets dont feront notamment partie le Ferrocampus de Saintes ou le cluster resoCuir et ses ambitions d'approvisionnement local. "Nous devons réacquérir des compétences technologiques, notamment dans des secteurs comme la biotech. La Région est prête à financer des micro-usines pilotes pour la fabrication de bases de médicaments, aujourd'hui provenant en majorité de Chine et des États-Unis. Même chose pour le matériel agricole et sa réparation". Pour l'instant un brin flou, ce plan de "rebond" économique devrait se dévoiler davantage le 5 octobre, lors de la prochaine séance plénière des élus de la région Nouvelle-Aquitaine. Voilà qui laisse le temps à la Conférence Nationale des Territoires de changer (ou non) l'humeur des débats sur la décentralisation...



Romain Bêteille

Crédit Photo : RB

Publié sur aqui.fr le 25/09/2020

[Url de cet article](#)